

## **L'Algérie préconise toujours des solutions démocratiques et négociées**

"L'Algérie préconise toujours des solutions démocratiques, négociées en toute responsabilité dans le cadre des principes cardinaux connus de tous", a-t-il souligné en réponse à une question sur le rôle de l'Algérie comme médiateur dans le dossier du Nord-Mali.

M. Lamamra a expliqué que l'Algérie a toujours "une approche faite de sollicitude fraternelle", ne croyant pas "aux solutions exclusivement militaires bâties sur les rapports de force, qui, par définition, sont fluctuants sans traiter les germes des crises à venir".

S'agissant de la crise du Mali toujours, le Ministre des Affaires Etrangères a estimé que "le processus politique pluraliste est en train de réussir".

"Il y a un consensus de la quasi-totalité de la classe politique (malienne) autour du caractère républicain de l'Etat, de l'intégrité du territoire national et des principes clés de la Constitution", a-t-il relevé, précisant également que le terrorisme et la criminalité transnationale ont été défaits "ou du moins enregistré un recul" du fait de la mobilisation du Mali et de la communauté internationale. Concernant la menace que pourrait constituer la Libye, sachant que le groupe terroriste qui a attaqué le 16 janvier le site gazier de Tiguentourine venait de ce pays, M. Lamamra a souligné que "nul ne peut jeter la pierre à un gouvernement qui, de bonne foi, ne serait pas en mesure de contrôler la totalité de ses frontières terrestres". Selon lui, ces "défaillances ou faiblesses" peuvent être expliquées par la phase de reconstruction de l'Etat que traverse la Libye.

Evoquant les relations avec l'autre voisin, la Tunisie en l'occurrence, M. Lamamra a noté que l'Algérie ne peut rester indifférente aux difficultés que pourrait rencontrer ce pays, précisant qu'"il s'agit de sollicitude, pas de médiation afin d'inciter les Tunisiens à travailler ensemble pour aplanir leurs différends".

"L'Algérie et son Président prodiguent conseils, recommandations et encouragements. Nous ne sommes pas dans une logique de médiation", a-t-il dit.

## **L'Algérie a toujours observé le principe de non ingérence**

Par ailleurs et à une question relative à la situation en Syrie, notamment l'audience qu'a consacrée le président Bouteflika à Lakhdar Brahimi, le Ministre des Affaires Etrangères a indiqué que "le Président s'intéresse non seulement à l'affaire syrienne mais aussi à tous les autres dossiers diplomatiques de l'heure".

Il a ajouté que "l'Algérie a toujours observé le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, mais non ingérence ne signifie pas indifférence", a-t-il encore précisé, prônant la sagesse de "réunir les protagonistes pour la recherche d'un compromis plutôt que d'encourager l'affrontement et les déchirements fratricides".

"Notre Diplomatie a mis tout son poids dans la balance pour trouver une solution politique au conflit syrien et convaincre les différentes factions d'engager un dialogue", a-t-il rappelé, exhortant à la tenue de la conférence de Genève II qui sera, selon lui, "l'amorce d'un processus de réhabilitation du dialogue".

Pour les conséquences que pourrait avoir ce qui est communément appelé "le printemps arabe" sur les organisations régionales notamment la Ligue arabe et l'Union africaine (UA), le ministre des Affaires étrangères, a rappelé que "l'Algérie s'est distinguée au sein de la Ligue en tirant la sonnette d'alarme".

"Respectons le caractère intergouvernemental de notre organisation et veillons à ce qu'elle fasse partie de la solution et non du problème. J'ai la conviction que l'histoire donnera raison à la position défendue par l'Algérie", a déclaré M. Lamamra.

En ce qui concerne l'UA, il a estimé que le fait que l'organisation ait confié à l'Afrique du Sud la présidence de sa commission, tout en suspendant d'activités l'Egypte, tous deux gros contributeurs, est la preuve que "l'UA est exemplaire en matière d'attachement aux principes démocratiques et qu'elle ne fait pas dans les deux poids deux mesures".

### **De nombreuses sociétés arabes veulent le changement, alors que l'Algérie l'avait connu en octobre 1988**

Le chef de la diplomatie algérienne qui évoquait ce qui est appelé "Le printemps arabe", a estimé que l'Algérie partait du postulat que "nombreuses sociétés arabes veulent le changement, mais en Algérie le message a été bien reçu après les événements d'octobre 1988, et un processus de réformes a été engagé", a-t-il souligné.

Il a toutefois noté qu'"ailleurs "les régimes en place ont ignoré cette exigence de changement".

"Nous avons la conviction que la réponse à cette exigence ne saurait être militaire", a encore relevé le ministre des Affaires étrangères, précisant qu'"il s'agit d'aspirations politiques qui ne peuvent être traitées que par des moyens pacifiques".

"Accompagner ces aspirations par des rebellions armées, lesquelles provoquent en réponse l'utilisation excessive de la force, ne conduit à aucune solution durable", a prévenu M. Lamamra.